

# Les infos

Vendredi 7 Mars 2008



## POUVOIR D'ACHAT

Les organisations syndicales sont convoquées le 13 mars pour une série de projets d'accords consécutifs à la loi du 8 février sur le pouvoir d'achat et sur les mesures compensatoires à l'impact de la perte des 5 Milliards. Pour ce qui concerne les mesures gouvernementales, il ne s'agit pas vraiment d'un plus, puisqu'il s'agit seulement de la possibilité de déblocage de la participation, dans la limite de 10.000€. Cette possibilité interviendra cependant dans des conditions défavorables pour les sommes bloquées dans le Fonds E, c'est pourquoi la CGT demandera si un mécanisme transitoire ne pourrait être mis au point pour ceux qui ont un besoin urgent de leurs avoirs... et ils existent au vu des nombreux courriels que nous avons reçus sur ce sujet. La CGT a également questionné la direction sur le mode de calcul de la valeur des jours RTT 2007, lorsque les salariés en demanderont le paiement au titre des possibilités offertes par la loi. Les autres projets portent sur la compensation de la baisse du résultat. Un projet porte sur la répartition de la prime de « dividende du travail » qui compensera l'intéressement. Rappelons que la direction a garanti que son montant atteindra de 95 à 98% d'une mensualité de base pour chaque salarié. Un autre projet porte sur l'impact de la perte sur le régime de retraite supplémentaire, dont une part du versement de la direction est variable et liée au résultat.

## LE TORCHON BRÛLE...

... au MEDEF ! Vous nous pardonnerez, on ne pouvait résister au plaisir de nous réjouir des affres que traverse le patronat en ce moment, bien que cela ne soit réjouissant que passagèrement. N'empêche, il fut savoureux d'entendre Monsieur Saint Geours, de la métallurgie, trouver normal qu'une indemnité soit versée à un salarié de 15 ans réputé innocent tant que sa mise en examen n'a pas débouché sur une condamnation... une opinion que l'on aimerait entendre plus souvent pour le commun des communs. Quant à trop parler de financement syndical occulte, le boomerang est revenu dans la figure du négociateur du MEDEF lors de la dernière réunion sur la réforme des règles de représentativité syndicale : voici que les représentants des confédérations syndicales de salariés se sont mis en tête d'inclure le financement des syndicats... patronaux dans la négociation !

## PAROLES DE PYD

Il faut admettre qu'il est cruel de ressortir le P.V. du CE des centraux de mai 2006, et la présentation générale d'OPER qui y fut faite par Pierre Yves Demoures, son patron d'alors. Certes ce dernier, prudent, répondait qu'il ne pouvait apporter aucune garantie qu'une opération puisse passer sans qu'OPER en soit informé... mais il annonçait aussi imprudemment que « les bases des back-offices et front office sont rapprochées au quotidien » et que les « confirmations sont vérifiées et les contreparties sont relancées lorsqu'elles n'ont pas confirmé ». Il ne s'agit là que d'extraits... Ainsi que vaut cette assurance au regard de la réalité d'aujourd'hui, avec près de 40.000 suspens en moyenne 2007 à OPER/GED, pour des volumes qui varient de 400 à 800.000, et une bonne douzaine de démissions sans compter les départs d'intérimaires et de « régies » ! Voilà un sujet qui n'a pas intéressé la « mission Green » manifestement....



CGT Société Générale - SPB Société Générale  
Paris La Défense 92972 CX - 01.42.14.30.68  
cgt.sg@wanadoo.fr - spb.sg@laposte.net  
Internet : [www.premiumwanadoo.com/cgt.sg/](http://www.premiumwanadoo.com/cgt.sg/)  
Intranet : Portail SG, Salariés France, Espace syndical, CGT